

Extrait du registre des délibérations du Conseil communal

- Présents :** Michel Eylenbosch, *Président du Conseil* ;
Françoise Schepmans, *Bourgmestre* ;
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Échevin(e)s* ;
~~Christian Magérus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberti, Mohammadi Chahid, Pierre Vermeulen, Paulette Piquard, Jamel Azaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Dina Bastin, Danielle Evraud, Luc Léonard, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Michaël Vossact, Nader Rekik, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Nicole Linders-Dubocceage, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhoulfi, Khadija Tanditi, Hassan Ouassari, *Conseillers communaux*~~ ;
Jacques De Winne, *Secrétaire du Conseil*.
- Excusé(e)s :** Badia El Belghiti, Olivia P'tito, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Ait Jeddig, Tania Dekens, *Conseillers communaux*.

SÉANCE PUBLIQUE DU 26.11.14

#Objet : Taxes communales – Règlement relatif aux étalages, à l'exposition de marchandises et aux terrasses – Titre II – Modification pour 2015 à 2018 inclus.#

Taxes

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales

Revu le règlement communal relatif aux étalages, à l'exposition de marchandises et aux terrasses sur la voie publique, établi par décision du Conseil communal du 17 novembre 2011 pour les exercices 2012 à 2016 inclus ;

Considérant que le Titre II (« La taxation d'étalage et de terrasse ») du règlement précité, a été établi pour les exercices 2008 à 2011 inclus ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège échevinal du 17 novembre 2014 ;

DECIDE :

Article unique

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices **2015 à 2018 inclus**, une taxe annuelle sur les étalages, à l'exposition de marchandises et aux terrasses sur la voie publique comme suit :

Titre II. La taxation d'étalage et de la terrasse.

Article 29.

Le présent titre de ce règlement règle une matière visée par l'article 170 de la Constitution, l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale, l'ordonnance du 03 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales.

Article 30.

§1. L'autorisation prévue au Titre Ier du présent règlement, si elle est accordée, entraîne l'application d'une taxe annuelle qui est due dès qu'il y a occupation de la voie publique ou fixation d'objets imposables au-dessus de la voie publique.

§2. Dans le cadre de l'entreposage des marchandises, des étals, des rôtissoires, des accessoires et des distributeurs, cette taxe est de :

Pour les étalages de marchandises, les étals, les rôtissoires et les accessoires aux étals :

- 18,00 EUR par mètre carré d'occupation de la voie publique ou de saillie au-dessus du trottoir.
- 22,00 EUR par mètre carré pour la surface de trottoir recouverte d'un plancher.

Pour les distributeurs automatiques de menus articles de commerce ou tous autres appareils similaires :

- 18,00 EUR par appareil et par an. La taxe est réduite de moitié pour les distributeurs automatiques placés après le 30 juin ou enlevés avant le 1er juillet ;
- la taxe est due par le propriétaire de l'appareil.

La superficie imposable des étalages de marchandises est calculée d'après l'autorisation donnée en vertu du Titre Ier du présent règlement.

La superficie imposable des étalages de marchandises est calculée d'après leur longueur totale mesurée d'une extrémité à l'autre et d'après la largeur comptée à partir de la façade. Si l'étalage est placé entre des paravents, la longueur imposable est celle qui est comprise entre ces paravents. De même, si les paravents dépassent l'alignement de l'étalage, la largeur imposable est portée à la longueur de ces paravents.

Il sera décompté de la longueur totale une bande d'un mètre, à titre forfaitaire, si l'étalage de marchandises s'étend des deux côtés de la porte d'entrée.

Toute autorisation d'occupation de la voie publique ou de saillie au-dessus du trottoir comptera pour une superficie taxée d'au moins 1 m².

La taxe ne sera pas appliquée aux étalages n'offrant pas plus de 0,20 m de saillie à partir du nu de la façade. Lorsque cette mesure est dépassée, la taxe sera due pour tout l'espace autorisé ou pour toute la saillie au-dessus du trottoir, sans préjudice des sanctions prévues au Titre Ier du présent règlement.

§3. Dans le cadre du placement de terrasses, cette taxe est de :

- 18,00 EUR par mètre carré d'occupation de la voie publique;
- 22,00 EUR par mètre carré pour la surface de trottoir recouverte d'un plancher.

Elle est portée au triple pour les "terrasses fermées", séparées de la voie publique de quelque manière que ce soit et constituant un enclos abrité des intempéries au moyen de dispositifs fixes ou mobiles, tels que panneaux, cloisons vitrées, stores, etc. et qui sont situées sur un trottoir ou sur une zone de recul le long d'une voie publique.

La superficie imposable terrasses est calculée d'après l'autorisation donnée en vertu du Titre Ier du présent règlement.

La superficie imposable des terrasses est calculée d'après leur longueur totale mesurée d'une extrémité à l'autre et d'après la largeur comptée à partir de la façade. Si la terrasse est placée entre des paravents, la longueur imposable est celle qui est comprise entre ces paravents; de même, si les paravents dépassent l'alignement de la terrasse, la largeur imposable est portée à la longueur de ces paravents.

Il sera décompté de la longueur totale une bande d'un mètre, à titre forfaitaire, si la terrasse s'étend des deux côtés d'une porte d'accès à l'établissement.

Article 31.

La taxe est due par le titulaire de l'autorisation. Elle est toujours due au taux plein pour l'année en cours, quelle que soit la date à partir de et jusqu'à laquelle il y a occupation du trottoir ou fixation d'objets imposables au-dessus du trottoir.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit. En cas de reprise d'un établissement pour lequel la taxe de l'année en cours a été acquittée, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour une même superficie imposable. Une nouvelle autorisation devra toutefois être obtenue suivant la procédure prévue au Titre Ier du présent règlement.

Article 32.

§ 1. Lors de travaux de voirie d'une durée excédant 2 mois, rendant impossible le placement d'un étalage ou d'une terrasse, il sera accordé un dégrèvement proportionnel au nombre de mois pendant lesquels l'occupation du trottoir aura été empêchée.

Il en va de même en cas de suspension, d'une durée excédant deux mois, de l'usage accordé par l'autorisation lorsque l'intérêt général l'exige.

Pour bénéficier de cette disposition, l'exploitant doit introduire, pendant la durée des travaux, une demande écrite auprès de l'administration communale et permettre le contrôle par le fonctionnaire désigné à cet effet.

§ 2. L'interdiction d'occuper privativement la voie publique lors des jours de tenue des marchés, telle que visée à l'article 7 du présent règlement, n'entraînera aucun dégrèvement de la taxe.

§ 3. Les cas repris au présent article ne donneront en aucun cas lieu à une quelconque indemnité.

Article 33.

Eu égard à l'article 5, al. 3, le paiement de la taxe n'implique pas pour la commune l'obligation d'établir, à cet égard, une surveillance spéciale.

Article 34.

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de déclaration doit en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition concerné.

L'autorisation accordée en vertu du Titre Ier du présent règlement n'enlève pas l'obligation d'introduire une déclaration annuelle.

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement ;
- Absence de déclaration sans intention d'éluder la taxation : 10 % ;
- Absence de déclaration avec intention d'éluder la taxation : 50 % ;
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement ;
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'éluder la taxation : 10 % ;
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'éluder la taxation : 50 % ;
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %.

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 35.

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 36.

A défaut de paiement de la taxe sans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 37.

Les règles relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur intégralité.

Article 38.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 39.

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2015, le règlement de la taxe relatif aux étalages, à l'exposition de marchandises et aux terrasses,

établi par décision du Conseil communal du 17 novembre 2011 pour les exercices 2012 à 2016 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 24 votes positifs, 10 abstentions.

PAR LE CONSEIL :

(s.) Le Secrétaire du Conseil,
Jacques De Winne

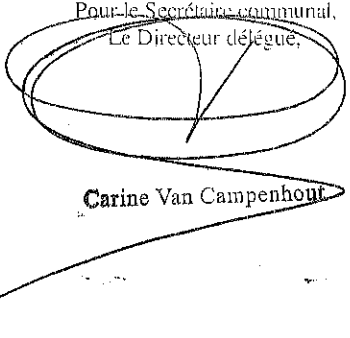
(s.) Le Président du Conseil,
Michel Eylenbosch

POUR EXTRAIT CONFORME :
Molenbeek-Saint-Jean, le 03 décembre 2014,

PAR ORDONNANCE :

Pour le Secrétaire communal,
Le Directeur délégué,

Pour la Bourgmestre,
L'Échevin(e) délégué(e),


Carine Van Campenhout


Abdékarim Haouari





Uittreksel uit het register van de notulen van de Gemeenteraad

- Aanwezig :** Michel Eylenbosch, *Voorzitter van de Raad* ;
Françoise Schepmans, *Burgemeester* ;
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Schepenen* ;
~~Christian Magerus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberti, Mohammadi Chabid, Pierre Vermeulen, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Dina Bastin, Danielle Evraud, Luc Léonard, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Nicole Linders-Dubocage, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhouloufi, Khadija Tamdiu, Hassan Ouassari, Gemeenteraadsliden ;~~
Jacques De Winne, *Secretaris van de Raad*.
- Verontschuldigd :** Badia El Belghiti, Olivia P'uto, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Ait Jeddig, Tania Dekens, *Gemeenteraadsliden*.

OPENBARE ZITTING VAN 26.11.14

#Onderwerp : Gemeentebelastingen – Gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen, de tentoonspreiding van goederen en terrassen – Titel II – Wijziging voor 2015 tot 2018 inbegrepen.#

Belastingen

DE RAAD.

Gelet op artikel 170 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 74 van het Wetboek op de met de inkomstenbelastingen, gelijkgestelde belastingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Herzien op het Gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen, de tentoonspreiding van goederen en terrassen, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 17 november 2011 voor de dienstjaren 2012 tot 2016 inbegrepen;

Gelet op Titel II ("De taxering van de uitstalling en het terras") die voor de dienstjaren 2008 tot 2011 inbegrepen vastgesteld werd;

Overwegende dat het doel, dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen, die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingdruk te waarborgen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het Schepencollege van 17 november 2014;

BESLIST:

Enig artikel

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren **2015 tot 2018 inbegrepen**, een jaarlijkse belasting gegeven op de uitstallingen, de tentoonspreiding van goederen en terrassen, als volgt:

Titel II. De taxering van de uitstalling en het terras.

Artikel 29.

Deze titel van dit reglement regelt een materie die beoogd wordt door artikel 170 van de Grondwet, artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet,

Artikel 30.

§1. De toelating die voorzien is in Titel I van dit reglement impliceert, als ze toegestaan wordt, de toepassing van een jaarlijkse taks die verschuldigd is zodra de openbare weg bezet is of de belastbare voorwerpen boven de openbare weg bevestigd zijn.

§2. In het kader van de opslag van de koopwaren, uitstallingen, grills, toebehoren en distributietoestellen, bedraagt deze taks:

Voor de uitstallingen van koopwaren, de uitstallingen, grills en toebehoren van de uitstallingen:

- 18,00 EUR per vierkante meter die de openbare weg bezet of die het voetpad overschrijdt;

- 22,00 EUR per vierkante meter, voor de oppervlakte van het voetpad, dat bedekt is met een plankenvloer,

Voor de automatische distributietoestellen van kleine handelsartikelen of alle andere gelijkaardige toestellen:

- 18,00 EUR per toestel per jaar. De taks wordt met de helft verminderd voor de automatische distributietoestellen die geplaatst worden na 30 juni of verwijderd worden voor 1 juli;

- de taks is verschuldigd door de eigenaar van het toestel.

De belastbare oppervlakte van de uitstallingen van de koopwaren wordt berekend nadat de vergunning gegeven wordt krachtens Titel I van dit reglement.

De belastbare oppervlakte van de uitstallingen van waren is berekend naar hun algehele lengte gemeten van het ene tot het andere uiteinde en naar de breedte vanaf de huisgevel. Indien de uitstalling tussen windschermen geplaatst wordt, is de belastbare lengte degene die tussen de windschermen begrepen is. Evenzo, indien de windschermen op de lijn van de uitstalling vooruitkomen, wordt de belastbare breedte van de uitstalling opgevoerd tot de lengte van de windschermen.

Indien de uitstalling zich langs beide kanten van een toegangsdeur uitstrekt, zal, forfaitair, een band van één meter van de lengte afgetrokken worden.

Alle vergunningen voor de bezetting van de openbare weg of het deel dat over het voetpad uitsteekt, zal aangerekend worden voor een getaxeerde oppervlakte van minstens 1m².

De taks zal niet worden toegepast op uitstallingen die niet meer dan 0,20m uitspringen vanaf de naakte muur van de gevel. Wanneer deze afmeting overschreden wordt, zal de taks verschuldigd zijn voor de gehele toegelaten ruimte of voor het ganse deel dat over het voetpad uitsteekt, onverminderd de sancties die voorzien zijn in Titel I van dit reglement.

§3. In het kader van het plaatsen van terrassen wordt de belasting bepaald op :

- 18,00 EUR per vierkante meter die de openbare weg bezet of die het voetpad overschrijdt;
- 22,00 EUR per vierkante meter voor de oppervlakte van het voetpad dat bedekt is met een plankenvloer.

Ze wordt verdrievoudigd voor de "gesloten terrassen", die hoe dan ook van de openbare weg afgescheiden zijn en een afgeschermd ruimte tegen onweer vormen door middel van vaste of mobiele systemen zoals panelen, geruite scheidingswanden, zonneblinden enz... en die op een voetpad of op een bouwrijpe strook langs een openbare weg gelegen zijn.

De belastbare oppervlakte van de terrassen wordt berekend nadat de vergunning gegeven wordt krachtens Titel I van dit reglement.

De belastbare oppervlakte van de terrassen is berekend volgens de totale lengte die gemeten is van een uiteinde naar het andere en volgens de breedte, te rekenen vanaf de gevel. Als het terras geplaatst wordt tussen windschermen, is de belastbare lengte die welke tussen deze windschermen vervat is; als de windschermen de rooilijn van het terras overschrijden, wordt de belastbare breedte uitgebreid tot de lengte van deze windschermen..

Een strook van één meter zal forfaitair afgetrokken worden van de totaallengte als het terras uitgebreid wordt tot beide kanten van een toegangspoort tot de inrichting.

Artikel 31

De taks is verschuldigd door de houder van de vergunning. Ze is steeds verschuldigd aan het volle tarief voor het jaar dat aan de gang is, ongeacht de data vanaf en tot wanneer het voetpad bezet is of er belastbare voorwerpen over het voetpad bevestigd worden.

Geen enkele korting of vergoeding wordt toegestaan, om welke reden dan ook. Ingeval van herneming van een inrichting die vrijgesteld wordt van de taks voor het jaar dat aan de gang is, zal er geen nieuwe taks geïnd worden voor eenzelfde belastbare oppervlakte. Een nieuwe toelating zal evenwel verkregen moeten worden volgens de procedure die voorzien is in Titel I van dit reglement.

Artikel 32

§1. Tijdens wegenwerken, met een duur van meer dan 2 maanden, waardoor de installatie van een uitstalling of een terras onmogelijk wordt, zal er een proportionele belastingverlichting naargelang het aantal maanden waarin de bezetting van het voetpad belemmerd zal zijn toegekend worden.

Hetzelfde geldt in geval van schorsing, voor een duur van meer dan twee maanden, van het door de vergunning toegestane gebruik wanneer het algemeen nut het vereist.

Om deze bepaling te genieten, moet de uitbater tijdens de duur van de werken een schriftelijk verzoek indienen bij het gemeentebestuur en de controle mogelijk maken door de ambtenaar die hiertoe aangesteld is.

§2. Het verbod om de openbare weg privaat te bezetten tijdens de dagen waarop de markten georganiseerd worden, zoals bedoeld in artikel 7 van dit reglement, zal geen enkele belastingverlichting met zich meebrengen.

§ 3. De in dit artikel vermelde gevallen geven in geen geval aanleiding tot om het even welke vergoeding.

Artikel 33

Met inachtneming van artikel 5, 3de lid, impliceert de betaling van de taks voor de gemeente niet de verplichting om hiertoe een bijzonder toezicht te vrijwaren.

Artikel 34

Het gemeentebestuur stuurt de belastingplichtige een aangifteformulier op dat deze laatste volledig ingevuld en ondertekend moet terugsturen vóór de vervalttermijn die op dit formulier vermeld is. De belastingplichtige die geen aangifte ontvangen heeft, moet er een aanvragen, ten laatste op 31 december van het desbetreffende aanslagjaar.

De vergunning die krachtens Titel I van dit reglement verkregen wordt, doet geen afbreuk aan de verplichting om een jaarlijkse aangifte in te dienen.

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De belastingen die ambtshalve ten kohier gebracht worden, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken:

10 %

- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken:

50 %

- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot onkoping van de ambtenaar: 200 %

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 35

De taks wordt geïnd via kohier. Het kohier van de taks wordt uitgevaardigd en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 36

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, dit intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 37

De regels betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen vastgesteld door de ordonnantie van 3 april 2014 zijn van toepassing.

Artikel 38

Indien er klachten zijn, zal de eisende partij de betaling van de belasting niet moeten rechtvaardigen. De indiening van een klacht heft echter niet de opeisbaarheid van de taks en de nalatigheidinteressen op.

Artikel 39

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2015, het reglement van de belasting op de openbare aanplakking, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 17 november 2011 voor de dienstjaren 2012 tot 2016 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
34 stemmers : 24 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

VANWEGE DE RAAD :

(get.) De Secretaris van de Raad,
Jacques De Winne

(get.) De Voorzitter van de Raad,
Michel Eylenbosch

VOOR EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT :
Sint-Jans-Molenbeek, 03 december 2014.

OP LAST :

Voor de Gemeentesecretaris,
De afgevaardigde Directeur.

Carine Van Campenhout



Voor de Burgemeester,
De afgevaardigde Schepen,

Abdelkarim Haouari

